

AFRIQUE DU SUD : après le limogeage de plusieurs officiers supérieurs

Les révélations sur le rôle des services secrets militaires dans le « sabotage politique » prennent de l'ampleur

3/4
01
93

Après la récente décision du président Frederik De Klerk de limoger vingt-trois officiers supérieurs, dirigeants des services secrets impliqués dans des entreprises de sabotage politique (*le Monde* du 22 décembre), le ministre sud-africain de la défense, M. Gene Louw, a rendu publics, le 29 décembre, les noms de neuf d'entre eux. Les faits qui leur sont reprochés, et sur lesquels enquête toujours le général Pierre Steyn, chef adjoint des forces armées, n'ont pas été divulgués officiellement. M. De Klerk a cependant reconnu que certains des officiers sanctionnés avaient mené des opérations secrètes visant à « empêcher les négociations sur la nouvelle Constitution d'aboutir ». Le chef de l'Etat avait également évoqué des actions ayant « conduit à la mort de personnes ».

Voici le premier article de notre nouveau correspondant en Afrique australe, Georges Marion.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

A en juger par les rares informations fournies par le ministère de la défense, c'est toute la fine fleur des services secrets militaires (MI) qui est aujourd'hui touchée. Pas moins de cinq généraux de l'armée de terre, tous hauts responsables des services de renseignement des forces armées, figurent dans cette première charrette, à côté d'un officier supérieur de la marine dont les fonctions exactes n'ont pas été divulguées. Ces six officiers ont été mis à la retraite d'office.

Deux colonels et un commandant, qui seraient personnellement impliqués dans plusieurs opérations criminelles, ont été suspendus dans l'attente des conclusions d'une enquête en cours. D'autres noms d'officiers devraient être rendus publics dans les prochains jours, alors que plusieurs collaborateurs civils du MI auraient d'ores et déjà été écartés. Il est pour le moment impossible de savoir si ces personnes seront poursuivies devant les tribunaux, ou si elles pourront bénéficier de la loi d'amnistie promulguée en novembre dernier. A l'époque, l'opposition avait vivement protesté contre les dispositions d'un texte qui, selon elle, n'avait été rédigé que pour assurer l'impunité des agents de l'Etat compromis dans des « coups tordus ».

Formation de provocateurs

En août dernier, treize généraux commandant la police avaient déjà été mis sur la touche. Ils ne sont cette fois que cinq – le nom d'un sixième pourrait être rapidement dévoilé, – mais la défaite n'en est pas moins décisive pour ceux qui, au sein des services de sécurité, s'opposent au changement. Par candeur ou par souci de ne pas laver de linge sale en public, M. De Klerk avait jusqu'ici refusé

d'admettre que le MI échappait à son contrôle. Mais les révélations en cascade de la presse l'ont apparemment obligé à réviser son jugement. Début 1992, un enseignant, le Dr Ben Conradie, commençait par reconnaître avoir dirigé une société financée par les militaires et chargée, sous couvert d'éducation, de former des groupes de provocateurs noirs avec mission de faire s'opposer entre elles les organisations luttant contre l'apartheid. Selon le Dr Conradie, des sociétés privées du même type seraient toujours en activité, opérant dans l'autonomie la plus complète.

Quelque temps plus tard, un membre du comité central de l'Inkhata, parti zoulou dirigé par M. Mangosuthu Buthelezi, révélait que des cadres de l'organisation de jeunesse de ce parti avaient bénéficié d'une formation militaire et idéologique, dispensée par des instructeurs du MI. Avec leur aide, les « stagiaires » auraient notamment rédigé des tracts incendiaires, largement distribués dans les townships du Natal, région où les affrontements entre l'Inkhata et le Congrès national africain (ANC) de M. Mandela sont particulièrement sanglants. Un gang de jeunes, les Chats noirs, chargé de fomenter des attentats dans les ghettos, aurait également été encadré par le MI.

Depuis ces premiers témoignages, les révélations sur les activités des services secrets militaires n'ont guère cessé, alimentées par les indiscretions de transfuges, d'auxiliaires occasionnels abandonnés à leur sort, voire d'agents toujours en fonction, mais désireux de pousser à un nettoyage. Assassinnats, chantages et intimidations de toutes sortes ont été étalés sur la place publique.

De ce grand déballage, il ressort que le MI, trop longtemps assuré de l'impunité, n'a pas toujours manifesté la compétence professionnelle dont il se prévaut. C'est ainsi qu'en avril dernier deux de ses agents en mission à Londres étaient piteusement interceptés par Scotland Yard, puis expulsés, alors qu'ils tentaient de diffuser auprès de la presse britannique des documents de leur cru établissant que la branche armée de l'ANC entretenait de coupables contacts avec l'IRA. Accessoirement – mélange

des genres qui causa leur perte, – les deux maladroits avaient demandé à des collègues d'Irlande du Nord de placer sous surveillance, en prélude à sa future élimination, un ancien policier sud-africain réfugié à Londres après avoir rapporté les activités criminelles de l'unité spéciale à laquelle il appartenait.

Peu de réactions

Sous la pression de nouvelles révélations, des ministres étaient bientôt mis en cause pour avoir connu ou couvert l'« élimination » de Matthew Goniwe, militant de l'ANC assassiné en 1985, avec trois

de ses compagnons, par les services de l'armée. Enfin, depuis plusieurs mois se tient à Johannesburg le procès des tueurs présumés de David Webster, universitaire libéral blanc assassiné en 1989.

Le principal accusé, homme de main habituel des services secrets militaires, a, depuis, été impliqué dans le dernier « coup tordu » concocté par le MI : une campagne de désinformation visant, avec l'aide de trafiquants d'armes et de drogue, à discréditer l'ANC et, par contrecoup, à entraver les négociations que le président De Klerk mène avec l'organisation de M. Mandela. C'est cette dernière affaire qui semble avoir mis le feu aux poudres. Chargé d'une mission d'enquête permanente sur la violence, le juge Richard Goldstone, visiblement bien informé, perquisitionnait, à la fin du mois de novembre, dans des locaux du MI, saisissant les documents qui devaient conduire à la purge d'aujourd'hui.

Pour les anciens responsables des services secrets, le bilan est en tout point désastreux. Le peu de réactions suscitées par leur mise à l'écart – favorisée, il est vrai, par le sens tactique de M. De Klerk qui a attendu les congés de fin d'année pour passer à l'action – montre assez bien leur isolement. Même s'ils parviennent à éviter les poursuites pénales, les officiers écartés et les amis qui leur restent ne paraissent plus en position d'empêcher la reprise en main du service et la nomination d'officiers moins liés à l'ancien ordre des choses.

Le ministre de la défense vient d'ailleurs d'annoncer que le MI serait rapidement et complètement réorganisé. Surtout, l'affaire risque d'accélérer ce que les conservateurs voulaient absolument éviter : l'intégration et la promotion au sein des forces armées et des services secrets d'anciens combattants de l'ANC. D'ores et déjà, plusieurs centaines d'entre eux sont en formation à l'étranger, avec l'accord discret du gouvernement de Pretoria.

GEORGES MARION